

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 26/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAPI**

17 Rue des Cayennes  
ZA des Boutries  
78700 Conflans-Sainte-Honorine

Références : [RVAT N°60547](#)  
Code AIOT : 0006506921

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement SAPI implanté 17 Rue des Cayennes ZA des Boutries 78700 Conflans-Sainte-Honorine. L'inspection a été annoncée le 17/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à des non-conformités récurrentes, l'entreprise SAPI est depuis le 06 juillet 2016 soumise à un arrêté préfectoral de mise de demeure, et depuis le 04 octobre 2017, à des astreintes financières journalières. Cette visite d'inspection a eu notamment pour objectifs de vérifier que des mesures correctives ont été réalisées afin de solutionner les non-conformités relevées et formalisées dans l'AP de mise en demeure.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAPI

- 17 Rue des Cayennes ZA des Boutries 78700 Conflans-Sainte-Honorine
- Code AIOT : 0006506921
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SAPI (Société d'Application de Peintures Industrielles) est spécialisée dans le décapage mécanique et l'application de peinture par pulvérisation et poudrage.

Les risques principaux inhérents aux activités que SAPI exerce sont l'incendie, la propagation de particules de poussières diverses, et l'émission de solvants.

L'entreprise, qui emploie environ huit salariés, est localisée sur une parcelle de 1200 m<sup>2</sup> environ, à proximité immédiate de la voirie (rue des Cayennes) et d'un passage piétonnier rejoignant la gare SNCF de Neuville-Université.

Les activités ICPE de l'établissement sont l'emploi de matières abrasives (rubrique 2575) - sous le régime de la déclaration - et l'application de peintures liquides et en poudres (2940-2b et 2940-3b), - sous le régime de la déclaration avec contrôles périodiques.

L'exploitant indique à l'inspection réfléchir à proposer d'autres activités -telles que le montage, l'emballage, voire le transport, de produits métalliques - sur son site, seul moyen d'après lui pour maintenir l'ensemble de ses salariés en activité étant donné le contexte économique actuel difficile.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites données aux constats établis lors de la dernière visite d'inspection (6 juillet 2018)
- le respect de l'arrêté de mise en demeure du 6 juillet 2016
- la situation administrative de l'établissement
- la gestion des produits chimiques et toxiques (fiches de données de sécurité, inventaire, conditions de stockage, etc.)
- la gestion des déchets à l'intérieur de votre établissement
- la sécurité incendie de l'établissement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                                        | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Bilan matière                              | AP de Mise en Demeure du 06/07/2016, article 1er               | Consignation                                                                                                               | 1 mois                |
| 2  | Situation administrative-<br>Rubrique 4xxx | Récépissé de déclaration n°2008/2779 du 14/02/2008             | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |
| 3  | Etat des stocks                            | Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article annexe l'article 3.5 | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 1 mois                |
| 4  | Implantation                               | AP de Mise en Demeure du 06/07/2016, article 1er               | Consignation                                                                                                               | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle                           | Référence réglementaire                                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 5  | Comportement au feu du bâtiment             | AP de Mise en Demeure du 06/07/2016, Article 1                 | Consignation                                                                                                               | 1 mois                |
| 6  | plan des zones à risques                    | Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article annexe l'article 4.3 | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 1 mois                |
| 7  | Captage/épuration des rejets atmosphériques | AP de Mise en Demeure du 06/07/2016, article 1 <sup>er</sup>   | Consignation                                                                                                               | 1 mois                |
|    |                                             | Arrêté Ministériel du 02/05/2002, annexe - article 6.3         | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 4 mois                |
| 8  | Moyens de lutte contre l'incendie           | Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article annexe l'article 4.2 | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 2 mois                |
| 9  | vérifications des installations électriques | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.7                  | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 2 mois                |
| 10 | stockage des déchets                        | Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 7                    | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de contrôles et les constats correspondants sont à contextualiser avec les anciennes inspections de la société, dont un bref historique est exposé ci-après.

Suite à une visite d'inspection en date du 04/05/2016 durant laquelle il a été constaté plusieurs manquements à la réglementation au titre des installations classée, un arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) n°2016-38951 a été signé le 06/07/2016, obligeant la société SAPI à transmettre :

- dans un délai de 3 mois, le bilan matière (article 1er de l'arrêté ministériel (AM) du 02/05/02),
- dans un délai de 3 mois, une demande de dérogation à la règle d'implantation des 10 mètres (article 2.1 de l'AM du 02/05/02),
- dans un délai de 3 mois, une preuve du stockage des produits chimiques dans un local conforme (articles 2.6 et 2.9 de l'AM du 02/05/02),
- un plan de gestion des solvants de l'année 2015 et les justificatifs de la conformité des rejets atmosphériques vis-à-vis de l'article 6.2 de l'arrêté ministériel 2940,
- dans un délai de 6 mois, la preuve de l'installation d'un système de captage et d'épuration de l'ensemble des rejets conforme à la réglementation (article 6.1 de l'AM du 02/05/02).

Une visite d'inspection en date du 06/07/17 a eu lieu afin de contrôler le respect de la mise en

demeure ; il a été constaté lors de cette visite qu'aucune de ces non-conformités n'avait été solutionnée. Il a alors été décidé de proposer à monsieur le préfet un AP rendant redevable l'exploitant d'une astreinte administrative (70 €/jour) jusqu'à ce que les points n°2, 3 et 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure aient été suivis d'effet. Cet AP n°2017-43411 a été signé le 04/10/17.

La visite d'inspection suivante, en date du 06/07/18, a permis de constater que la société SAPI n'avait toujours pas respecté l'APMD du 06/07/16. Face à ce constat, il a été proposé à Monsieur le préfet d'engager le recouvrement partiel des astreintes en cours pour un montant de 19 040 € ; cela a été formalisé par l'AP n°2018-47327 du 02/10/18.

Parallèlement, considérant que la situation du site n'est pas satisfaisante et ce depuis longtemps, l'inspection a proposé à Monsieur le préfet d'augmenter le montant de l'astreinte journalière, à hauteur de 210 € dans un premier temps, puis à partir du 02/02/19, de 700 €, et ce jusqu'à la satisfaction des dispositions de l'APMD du 06/07/16. Cette augmentation des montants de l'astreinte a été formalisée par l'AP n°2018-47328 du 02/10/18 (modifiant l'AP du 04/10/17).

Il est à noter que la société SAPI a, en septembre 2016, porté au contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles (TA) l'APMD du 06/7/16. Dans son jugement en date du 03/05/19, le TA de Versailles a annulé le quatrième point de l'APMD qui portait sur la réalisation d'un plan de gestion des solvants de l'année 2015. Les autres demandes d'abrogation et d'annulation ont été rejetées.

Enfin, par ordonnance en date du 03/09/21, la cour administrative de Versailles a ordonné le désistement de la requête de SAPI étant donné que la société n'a pas confirmé expressément dans les délais le maintien de ses conclusions.

L'APMD du préfet est donc, toujours valide, à l'exception de son quatrième point. La société SAPI est, ainsi, toujours redevable de l'astreinte administrative de 700€ par jour depuis le 02/02/2019.

L'inspection du 29/11/23 a permis de constater que l'exploitation est dans un état général très mauvais, en termes de vétusté, d'entretien, de propreté et d'organisation. Les précédentes non-conformités relevées lors des inspections de 2016, 2017 et 2018, et notamment la mise en demeure du 06 juillet 2016 n'ont pas été suivies d'effets, l'exploitant n'ayant traité, en partie, que le problème de stockage de ses produits chimiques. En outre, l'exploitant n'apporte aucun élément de réponse qui pourrait démontrer à l'inspection sa volonté de mettre en conformité son exploitation.

Les problèmes majeurs relevés par l'inspection, et détaillés par les différentes non-conformités relevées lors de cette inspection et formalisées dans ce rapport, sont les risques liés à :

- l'incendie, en raison notamment de l'absence d'un dispositif d'alerte au niveau du four de séchage et de la cabine de sablage ;
- aux produits chimiques étant donné qu'aucun état des stocks n'existe et que le stockage des peintures et des solvants est anarchique ;
- l'accessibilité au site étant donné que le site n'est pas clôturé et que des piétons circulent à proximité immédiate de l'exploitation ;
- au stockage de déchets susceptibles de générer une pollution des sols et des eaux pluviales étant donné que des déchets divers, notamment des filtres usagés du système de traitement de l'air de la cabine d'application de peintures, sont entreposés sans protection à l'extérieur, à même le sol, et pour certains empiétant sur la voie publique.

L'exploitant écoute et note les remarques de l'inspection, mais ne semble pas prendre conscience des risques que son exploitation fait courir en termes de sécurité, à ses employés, à lui-même, mais aussi à son voisinage. Il pointe des difficultés économiques qui ne lui permettent pas de réaliser les travaux indispensables pour résoudre les nombreux manquements de son installation.

Il est à noter que l'inspection du Travail accompagnait l'inspection des ICPE lors de cette inspection du 29 novembre 2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Bilan matière

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/07/2016, Article 1er                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société SAPI [...] est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté l'article 1 de l'AM du 02/05/2002 [...] en justifiant par un bilan matière, le respect des quantités journalières maximales de produits susceptibles d'être mise en œuvre pour les activités des rubriques 2940-2 et 3 et à partir de ce bilan et des fiches de données sécurité des produits utilisés, en fournissant le détail des calculs permettant de statuer sur la présence de trichloroéthylène sur son site. »                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant indique n'avoir pas réalisé de bilan matière. L'inspection n'est donc toujours pas en mesure de s'assurer que les quantités maximales journalières des peintures utilisées dans le cadre des activités des rubriques 2940-2 et 2940-3 respectent les seuils déclarés par l'exploitant.<br>L'exploitant ne dispose pas non plus des fiches de données de sécurité de ses produits.<br>L'inspection n'a pas identifié de produit contenant du trichloroéthylène (vérification non exhaustive). En conséquence la présence ou l'absence de trichloroéthylène sur le site n'a pas pu être statuée.<br><br><u>Conclusion :</u><br>L'exploitant n'a fourni aucun justificatif sur : <ul style="list-style-type: none"><li>la quantité journalière maximale de produits susceptibles d'être mis en œuvre lors de l'exercice des activités relevant des rubriques 2940-2 et 3 ;</li><li>la présence ou non de trichloroéthylène sur le site.</li></ul> Ainsi, le premier point de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/07/2016 ne peut donc pas être levé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Consignation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> /                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 2 : Situation administrative-Rubrique 4xxx**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Décret du 03/03/2014, Récépissé de déclaration n°2008/2779 du 14/02/2008                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions relatives directive Seveso 3 / rubriques 4xxx                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Récépissé de déclaration n°2008/2779<br>[...]<br>VU la déclaration en date du 25 janvier 2008 par laquelle la Société SAPI dont le siège social se situe ZA les Boutries 17 rue des Cayennes à 78700 Conflans-Sainte-Honorine a fait connaître son intention d'exercer à la même adresse ses activités soumises à déclaration sous les rubriques suivantes :<br>2578 (D) : [...]<br>2940.2.b (D) [...]<br>2940.3.b (D) : [...]<br>Donne acte de ladite déclaration, à charge, pour l'intéressé(e) de se conformer aux prescriptions jointes au présent récépissé, sous peine d'encourir les poursuites prévues par le code de l'environnement et le décret du 21 septembre 1977 modifié.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection, lors de sa visite du site, a constaté dans le conteneur de stockage des produits inflammables (peintures liquides, solvants, etc.), la présence de bidons et de pots contenant des solvants, diluants, dont certains sont classés – d'après les pictogrammes de danger – comme corrosifs, inflammables, toxiques, irritant, dangereux pour le milieu aquatique et qui doivent donc faire l'objet d'un positionnement de l'exploitant au regard du classement au titre des substances - dites « Seveso 3 » - répertoriées dans les rubriques 4000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.<br>L'exploitant n'a transmis aucun élément permettant d'évaluer le classement au titre des rubriques 4000 et aucun état des stocks pour évaluer la quantité de produit présents.<br><br><u>Conclusion :</u><br>Le classement du site au titre des rubriques 4000 de la nomenclature des ICPE n'a pas été évalué. L'exploitant doit fournir à l'inspection les éléments nécessaires permettant d'actualiser, le cas échéant, le classement de ses installations. Il convient donc de joindre : <ul style="list-style-type: none"><li>• la liste des produits et déchets susceptibles d'être présents sur le site avec indication pour chacun d'eux :<ol style="list-style-type: none"><li>1. des quantités maximales susceptibles d'être présentes au sein de son établissement,</li><li>2. de leurs mentions de dangers telles que reportées sur les fiches de données de sécurité et des rubriques de la nomenclature des installations classées correspondantes.</li></ol></li></ul> <b>Si l'exploitant rencontre une difficulté à réaliser lui-même son classement au titre des rubriques 4000 de la nomenclature des ICPE, l'inspection des installations classées l'informe qu'il lui est possible de faire appel à un bureau d'étude spécialisé pour l'accompagner.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

### N° 3 : Etat des stocks

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, annexe I Article 3.5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Registre entrées/sorties -Quantités stockées produits dangereux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Article 3.5 :<br>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.<br>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.<br><br><u>NC relevée du 06/07/18 :</u> « L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks exhaustif des produits dangereux. »<br>« L'exploitant doit tenir à jour un état des stocks indiquant la nature et la quantité de produits dangereux détenus.<br>Il doit avoir à disposition les fiches de données sécurité mises à jour et en français pour l'ensemble de ces produits. »                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant indique, malgré ses engagements pris lors de l'inspection du 06/07/2018, n'avoir toujours pas réalisé d'état des stocks. L'inspection n'est donc pas en mesure d'avoir une vision claire des types de produits chimiques utilisés, de leur dangerosité, de leur quantité.<br><br>Ainsi dans le conteneur de stockage des produits inflammables, l'inspection a constaté la présence de bidons et de pots contenant des solvants, diluants, dont certains sont classés – d'après les pictogrammes – comme corrosifs, inflammables, toxiques, irritant, dangereux pour le milieu aquatique, et pour certains, cancérogènes et mutagènes, et donc doivent faire l'objet d'un classement au titre des substances dites « Seveso 3 », répertoriées dans les rubriques 4000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.<br>L'exploitant ne dispose pas non plus des fiches de données de sécurité de ses produits.<br>Lors de l'inspection du 20/11/2023, l'exploitant s'est de nouveau engagé à transmettre à l'inspection d'ici la mi-décembre 2023, l'état des stocks. Or, à la date de signature du présent rapport, aucun document n'a été communiqué par l'exploitant.<br><br><u>Conclusion :</u><br>L'exploitant n'a toujours pas communiqué à l'inspection d'état des stocks, et ce malgré cette demande rappelée à de multiples reprises lors des inspections précédentes.<br><b>Si l'exploitant rencontre une difficulté à réaliser lui-même son état des stocks, l'inspection des installations classées l'informe qu'il lui est possible de faire appel à un bureau d'étude spécialisé pour l'accompagner.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

#### N° 4 : Implantation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/07/2016, article 1er                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distance par rapport aux limites de propriété                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>« La société SAPI [...] est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté [...] en adressant une demande de dérogation aux dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté ministériel du 02/05/02 (règles d'implantation) et en transmettant un dossier technique justifiant de l'absence de risques notamment pour ce qui est du risque incendie »                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant indique n'avoir pas réalisé de plan d'évaluation des risques de son établissement. Il n'est donc pas dans la possibilité de transmettre à l'inspection une demande de dérogation aux dispositions des règles d'implantation par rapport aux limites de propriété. De plus, lors de sa visite du site, l'inspection constate que le conteneur dans lequel sont stockés les produits inflammables (principalement peintures et solvants), n'est distant que de seulement 4,5 mètres du trottoir de la rue des Cayennes.<br>De plus, malgré l'engagement de l'exploitant lors de l'inspection du 06/07/2018 d'installer un rideau d'eau sur le mur mitoyen à la société Europ'métal, l'inspection n'a pas constaté, lors de la visite du site ce 29/11/2023, la réalisation de cet équipement.<br><br><u>Conclusion :</u><br>L'exploitant n'a pas initié de dossier technique justifiant d'une absence de risques et sollicité une demande de dérogation.<br>Ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ne peut pas être considéré comme respecté.<br><br><b>Si l'exploitant rencontre une difficulté à réaliser lui-même le dossier technique, l'inspection des installations classées l'informe qu'il lui est possible de <u>faire appel à un bureau d'étude spécialisé pour l'accompagner.</u></b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Consignation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 5 : Comportement au feu du bâtiment

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/07/2016, Article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lieu de stockage des produits chimiques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>« La société SAPI [...] est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté [...] en justifiant du stockage des produits chimiques dans un local conforme aux articles 2.6 et 2.9 de l'arrêté ministériel du 02/05/2002 [...] »<br><br><u>NC relevée du 06/07/18 :</u> « Les produits chimiques ne sont pas stockés dans des locaux conformes pour ce qui est des rétentions. » |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Lors de la visite du site, l'inspection constate que l'exploitant a respecté une partie de son engagement pris lors de l'inspection du 06/07/2018, à savoir déplacer son stock de peintures liquides dans un conteneur ventilé et stocké hors des ateliers de l'établissement. L'inspection constate que ce conteneur est fermé à clé, que des rétentions, vides, sont associées aux divers pots de peintures et de solvants.</p> <p>Toutefois, afin d'acter que ce conteneur de stockage respecte l'article 2.9 de l'AP du 02/05/2002, l'inspection a besoin que l'exploitant lui fournisse les informations suivantes (qu'elle n'a pas été en mesure de contrôler lors de l'inspection du 20/11/2023) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les caractéristiques techniques du conteneur, notamment ses caractéristiques coupe-feu, le détail de fonctionnement de sa ventilation, s'il est pourvu d'un système d'extinction automatique, s'il est conforme ATEX, les détails de fonctionnement de son système d'alerte incendie, etc.</li> <li>• les types et localisations précises des systèmes de lutte contre l'incendie dans le cas de la survenue d'un accident de type explosion ou incendie dans ce local ; l'inspection a en effet constaté l'absence d'extincteurs ou de RIA dans et autour du conteneur ;</li> </ul> <p>De plus, lors de sa visite du site, l'inspection constate que le conteneur dans lequel sont stockés les produits inflammables (principalement peintures et solvants), n'est distant que de seulement 4,5 mètres du trottoir de la rue des Cayennes.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <p>Dans l'immédiat, à la vue des éléments mentionnés ci-dessus, ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ne peut pas être considéré comme respecté.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Consignation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 6 : plan des zones à risques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, annexe I Article 4.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 4.3 :</p> <p>« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences, directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulation de ces produits doivent faire partie de ce recensement. »</p> <p><u>NC relevée du 06/07/18 :</u> « L'inspection a constaté l'absence de plan de localisation des risques et de consignes de sécurité. »</p> |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant présente à l'inspection un plan dénommé « cartographie des zones à risques » et qui représente différentes parties de l'exploitation avec un code couleur. Y sont notamment indiqués les ateliers de peintures, le four, le laboratoire. Des pictogrammes de dangers sont apposés sur chacune des différentes parties de l'installation, et alertent des dangers susceptibles de se produire dans ces locaux.</p> <p>Toutefois, ce plan n'est plus à jour, notamment n'apparaissent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le conteneur de stockage des produits inflammables</li> <li>• le pictogramme ATEX au niveau du laboratoire peinture ;</li> <li>• les zones d'entreposage des déchets ;</li> <li>• les arrivées et vanne de coupure gaz.</li> </ul> <p>De plus, ce plan est trop schématique, on ne distingue pas bien où se situent les différentes entrées du site, où sont les circulations entre les différents ateliers, etc.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <p>L'exploitant doit mettre à jour et compléter ce plan, notamment en y représentant le conteneur où sont stockés les produits inflammables et dangereux, les zones ATEX, les zones dans lesquelles sont manipulées et stockées les produits chimiques (labo), l'entrée du site, les sorties de secours, les zones de stockage des déchets, les arrivées et vannes de coupure gaz, etc. puis le transmettre à l'inspection.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 7 : Captage/épuration des rejets atmosphériques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/07/2016, article 1er                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution atmosphérique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« La société SAPI, exploitant une activité de décapage mécanique et d'application de peinture ZA Les Boutries 17 rue des Cayennes à Conflans Sainte Honorine, est mise en demeure de respecter : [...] dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 6.1 du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 et les dispositions des articles 6.1 et 6.2 de l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 en :</p> <p>-installant un système de captage et d'épuration de l'ensemble des rejets conforme à la réglementation et aux normes en vigueur (notamment la norme NF X 44-052) »</p> <p>NC relevée lors de l'inspection de 2018 : « L'exploitant doit installer un système de captage et d'épuration de l'ensemble de ses rejets conforme à la réglementation. Le point de rejet du dépoussiéreur doit disposer d'un débouché vertical et dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres. »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas fait réaliser, comme il s'y était engagé lors de l'inspection du 06/07/2018, les études sur la réduction des émissions, ou la mise en place d'un capotage, ou bien d'un système plus efficace pour le dépoussiéreur. De plus il n'a pas fait contrôler ses émissions atmosphériques</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

par un organisme agréé par le ministère de l'environnement.

Conclusion :

Dans l'immédiat, à la vue des éléments mentionnés ci-dessus, ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ne peut pas être considéré comme respecté.

Il sera rappelé à l'exploitant, par lettre préfectorale, qu'il doit faire procéder au contrôle des émissions atmosphériques de ses installations, dès que le système de captage et d'épuration des rejets gazeux sera mis en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Consignation + lettre préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/05/2002, annexe I Article 4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 4.2 :

« L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'un système interne d'alerte incendie ;
- de robinets d'incendie armés ;
- d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.

Pour les installations existantes, l'exploitant pourra surseoir aux dispositions des trois derniers points ci-dessus, si l'installation ne présente pas de risque potentiel important d'incendie en raison de l'absence de produits ou de matériaux inflammables ou si la ressource en eau disponible n'est pas suffisante.

L'installation peut également comporter un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les robinets d'incendie armés (RIA) sont répartis dans le local abritant l'installation en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel.

Le personnel doit être formé à la mise en oeuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie. »

**Constats :**

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté plusieurs non-conformités concernant les dispositifs d'alerte et de défense incendie :

- absence de détection au niveau du four d'étuvage
- absence de détection au niveau dans la cabine de sablage/décapage
- absence de système d'extinction automatique
- absence d'extincteur à l'entrée du laboratoire de préparation des mélanges de peintures, pourtant classé ATEX
- absence de moyens d'extinction aux abords du conteneur stockant les produits inflammables
- interrogation sur le fonctionnement de l'alarme dont est muni ce conteneur.

Par courriel daté du 15/12/23, l'exploitant a transmis à l'inspection un devis réalisé le 14/12/23 par la société spécialisée Eco-Protection et relatif à l'installation d'un système de détection et d'alerte incendie localisé dans l'ensemble du bâtiment, y compris les bureaux.

Conclusion :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'adaptation et de l'entretien des différents moyens de lutte et de protection contre l'incendie de son installation.

L'exploitant doit communiquer à l'inspection un calendrier prévisionnel de travaux concernant cette mise aux normes incendie, et transmettre au fur et à mesure de l'avancée des travaux les justificatifs tels que factures, rapport de fin de travaux, etc.

De plus, l'exploitant doit communiquer à l'inspection les éléments suivants :

- le descriptif des systèmes d'extinction et de lutte contre l'incendie sur l'ensemble du site ;
- la localisation du poteau incendie le plus proche de l'exploitation, ainsi que le rapport du dernier contrôle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 9 : vérifications des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I article 2.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

**Constats :**

Par courriel daté du 29/11/23, l'exploitant a transmis à l'inspection le dernier compte-rendu daté du 13/07/2023, de vérification périodique complète de ses installations électriques Q18 réalisée le 13/07/2023 par Bureau Veritas.

Celui-ci relève 2 anomalies classées :

- l'une dans la catégorie « danger signalé pour la 1er fois » et concernant l'inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion
- l'autre dans la catégorie "danger déjà signalé" et concernant un défaut de continuité de conduction de protection dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion.

L'exploitant n'a pas fourni à l'inspection d'éléments permettant de justifier que des mesures ont

été prises pour lever ces deux non-conformités.

**Conclusion :**

Le rapport de contrôle présenté à l'inspection permet de conclure que l'exploitant procède au contrôle régulier de son installation électrique.

Toutefois, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les travaux nécessaires pour remédier à ces deux non-conformités. Il doit transmettre à l'inspection les éléments, tels que facture, rapport de fin de travaux, justifiant que des travaux ont été effectués afin de résoudre ces dysfonctionnements.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 10 : stockage des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/05/2002, annexe I article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Stockage et élimination des déchets produits par l'exploitation

**Prescription contrôlée :**

7. Déchets

7.2. Stockage des déchets

Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

7.4. Déchets industriels spéciaux

Les déchets industriels spéciaux sont éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés trois ans.

**Constats :**

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence en quantité importante, et répartis sur un linéaire conséquent en limite de propriété, à la fois à l'avant et à l'arrière du site, de déchets divers entreposés par l'exploitant hors rétention et sans protection contre les intempéries. L'exploitant indique que notamment des filtres du système de captage de la cabine d'application peinture, ainsi que les résidus de sablage, décapage constituent une grande partie de ses déchets.

L'inspection relève notamment :

- environ 36 bigbags de résidus de sablage/décapage ;
- 2 palettes de bidons souillés ;
- 2 palettes de filtres pour la cabine de peinture ;
- des déchets métalliques ;
- des déchets de bois.

L'inspection constate en outre que certains big bags contenant ces résidus de sablage sont déchirés et laissent échapper ces matières usagées sur le sol, à certains endroits sur l'espace public en dehors de l'emprise de l'établissement. Ces déchets sont lessivés lors des événements pluvieux et engendrent nécessairement une pollution des eaux pluviales qui ruissellement ensuite vers le

milieu.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'évaluer ni la quantité de déchet par typologie ni la durée d'entreposage des déchets.

Il s'est engagé à faire évacuer :

- les déchets de métal et de bois d'ici la fin du mois de janvier 2024 ;
- 1 bigbag par mois en 2024.

A ce jour, l'inspection n'a reçu aucun justificatif d'élimination.

Conclusion :

Des déchets dangereux sont stockés dans des conditions ne permettant pas de limiter les risques de pollution des sols et des eaux.

Aussi, il est demandé à l'exploitant de :

- transmettre sous un mois un inventaire de l'ensemble des déchets présents sur site ainsi qu'un planning d'évacuation qui ne pourra excéder 10 mois ;
- procéder à l'évacuation des déchets vers les filières adaptées et dûment autorisées à les prendre en charge, selon le planning prévu ;
- conserver les justificatifs d'élimination (BSD via Trackdéchets) et les transmettre régulièrement à l'inspection ;
- définir, sous un mois, un endroit dans son établissement dédié au stockage des déchets. Ce lieu devra permettre de limiter les risques de pollution des sols et des eaux (sol étanche en bon état, à l'abri des intempéries) et être indiqué sur le plan des zones à risques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois